

Lydie Cabane

Book review: le gouvernement des catastrophes

Article (Accepted version)

Original citation:

Cabane, Lydie (2015) *Book review: le gouvernement des catastrophes*. [Natures Sciences Sociétés](#), 23 (3). pp. 301-318. ISSN 1240-1307

DOI: [10.1051/nss/2015041](https://doi.org/10.1051/nss/2015041)

© 2015 [EDP Sciences](#)

This version available at: <http://eprints.lse.ac.uk/65795/>

Available in LSE Research Online: March 2016

LSE has developed LSE Research Online so that users may access research output of the School. Copyright © and Moral Rights for the papers on this site are retained by the individual authors and/or other copyright owners. Users may download and/or print one copy of any article(s) in LSE Research Online to facilitate their private study or for non-commercial research. You may not engage in further distribution of the material or use it for any profit-making activities or any commercial gain. You may freely distribute the URL (<http://eprints.lse.ac.uk>) of the LSE Research Online website.

This document is the author's final accepted version of the journal article. There may be differences between this version and the published version. You are advised to consult the publisher's version if you wish to cite from it.

Le gouvernement des catastrophes

Sandrine Revet, Julien Langumier (Eds)

Karthala, 2013, 286 p.

Cet ouvrage, dirigé par Sandrine Revet et Julien Langumier, anthropologues et fondateurs de l'Association pour la recherche sur les catastrophes et les risques en anthropologie, vient dresser un bilan prometteur du développement récent de l'anthropologie des catastrophes en France et ouvre de nombreuses pistes plus générales pour l'analyse des catastrophes. Les contributions sont issues d'un colloque organisé à Sciences Po Paris en 2010 (« Catastrophes et risques : de l'empirique à la critique ») et d'un séminaire qui s'est tenu entre 2009 et 2012 (« Catastrophes, risques et sciences sociales ») à Sciences Po et à l'EHESS. La cohérence de la réflexion collective et la variété des cas abordés rendent la lecture de ce recueil aisée et stimulante de bout en bout. L'ouvrage se conclut par une remarquable postface de Nicolas Dodier, « Penser (par) la catastrophe », qui en synthétise les apports et les replace dans des débats plus généraux au sein des sciences sociales au cours des dernières décennies.

L'apport majeur de ce livre consiste à entrer dans l'objet catastrophe par les dispositifs de gouvernement, en ne prenant jamais pour acquis aucune des notions de risques, de vulnérabilités et de catastrophes, mais en les réinsérant toujours dans l'épaisseur des configurations sociales et dans la complexité des rapports politiques qui se nouent dans l'appréhension des catastrophes. Cette approche, ancrée dans la démarche anthropologique, vient fort à propos montrer l'importance du terrain empirique qui, couplé à une forte volonté théorique et critique, fait souvent défaut aux travaux des sciences environnementales ou des *disaster studies*. Ces derniers, en se focalisant sur la gestion des risques, oublient souvent de questionner les formes politiques qui les structurent. Ce faisant, l'ouvrage révèle le monde politique qui s'élabore sur le terrain de la gestion des risques et des catastrophes alors que ce dernier a été traversé par de nombreuses mutations au cours des deux dernières décennies (montée en puissance de la gestion des risques, globalisation économique et environnementale, changement climatique, etc.). L'analyse des dynamiques de transnationalisation de la gestion et de la prévention des catastrophes, moins étudiées

que celles du changement climatique ou de la biodiversité, devrait intéresser tout autant les sciences sociales que les sciences de la Terre ou toutes celles s'intéressant à l'environnement. Soulignons aussi la pertinence toujours actuelle d'une perspective qui enracine, à la suite de nombreux travaux critiques en anthropologie et en géographie, les catastrophes dans des processus sociaux de longue durée, au moment où les débats sur le changement climatique tendent à renaturaliser les catastrophes, en les présentant comme des aléas climatiques, plutôt que comme le résultat des processus de développement humain.

Outre l'introduction et la postface, le livre comporte six chapitres empiriques organisés en trois parties. La première comprend deux textes portant sur l'anticipation et la préparation : le premier, rédigé par Marc Élie est une histoire politique de la prévention des coulées glaciaires à Alma-Ata pendant la période socialiste ; le second, écrit par Frédéric Keck, est une analyse anthropologique de la surveillance de la grippe aviaire à Hong Kong. La deuxième partie traite des communautés et des politiques de participation. Ces thèmes sont abordés via l'étude de J. Langumier sur la gestion du risque d'inondation du Rhône, et celle de Mara Benadussi (anthropologue) sur la reconstruction post-tsunami au Sri Lanka. La troisième, enfin, porte sur la façon dont les mémoires façonnent sur le long terme l'appréhension des catastrophes et de ce fait leurs préventions : Susann Ullberg, anthropologue, étudie les inondations récurrentes à Santa Fe en Argentine, Laura Centemeri, sociologue, la mémoire discrète de la catastrophe de Seveso en 1976 en Italie. Il faut ici saluer la richesse empirique de l'ensemble de ces chapitres qui donne à voir de l'intérieur le monde des catastrophes par des descriptions denses de leur survenue et de leurs représentations, rendant possible une saisie fine des logiques de gouvernement qui en découlent. L'adoption d'une perspective comparative globale amène un décloisonnement bienvenu des traditionnels grands partages (Nord/Sud, experts/profanes, catastrophes « naturelles »/techniques...) et révèle les dynamiques de transnationalisation à l'œuvre dans la gestion des risques et des catastrophes, via les circulations d'outils et d'acteurs.

La notion de gouvernement, abordée dans son sens foucauldien de capacité à contrôler les comportements des populations, est saisie ici par le double prisme des dispositifs de gestion des catastrophes et de leur mise à l'épreuve dans ces communautés politiques (pour reprendre l'expression de M. Benadussi), où l'organisation de la vie sociale autour des risques et des catastrophes s'exerce dans

des rapports de pouvoir, qu'ils émanent des États ou des organisations internationales. Une telle démarche se démarque des approches gestionnaires et d'évaluation scientifique des risques et des conséquences des catastrophes, qui se focalisent sur la prévention, la réduction des risques et l'amélioration de la gestion de crise. Les auteurs montrent chacun à leur tour comment les outils de gestion, trop rapidement perçus comme des instruments dépolitisés, sont en fait porteurs de logiques éminemment politiques, révélatrices des acteurs qui les portent et structurent les mondes sociaux dans lesquels ils agissent (ainsi que le suggère notamment S. Ullberg à propos de la translocalité des catastrophes). L'entrée par le gouvernement plutôt que par la gestion restitue la dimension politique de ce qui se joue dans l'espace de la catastrophe, ainsi que le montre clairement M. Benadussi dans son étude sur le Sri Lanka post-tsunami où la reconstruction donne lieu à la réélaboration d'une communauté politique et à une réaffirmation du pouvoir. Par ailleurs, l'ouvrage s'inscrit en contrepoint de la « culture du risque », telle qu'elle émane des seuls techniciens et des gestionnaires, ou de la fascination qu'ont exercée les savoirs locaux et la participation citoyenne sur certaines sciences sociales. Dans le cas du Rhône, J. Langumier dévoile comment les impératifs gestionnaires de la « culture du risque » doivent s'accommoder de l'épaisseur sociale et trouver de justes arrangements dans les relations entre villes et campagnes, entre les populations et la puissance publique qui détient l'expertise et le pouvoir de décision. À cet égard, la réflexivité dont fait preuve L. Centemeri à propos de Seveso est particulièrement révélatrice de ce décalage entre les visions des scientifiques et des politiques qui présupposent un intérêt des populations pour les risques environnementaux, et celles des populations, qui mettent en avant le désir de normalité et le fait que les risques environnementaux ne sont jamais qu'un élément de leur vie parmi d'autres.

L'ouvrage prend également ses distances vis-à-vis des approches critiques en sciences sociales qui tendent à considérer en bloc les dispositifs de gestion des catastrophes comme des outils de sécurisation, de contrôle et d'affirmation du pouvoir. Ainsi que les auteurs le soulignent, gouverner les catastrophes et gouverner par les catastrophes sont deux choses différentes. Aux « exigences de sécurité collective », S. Revet et J. Langumier opposent les bricolages, les conflits et les interstices en prenant l'exemple d'un régime autoritaire, comme celui de l'URSS des années 1970. La sécurisation n'est jamais complète, totale, et il faut alors « regarder

dans les interstices et les failles, ce qu'il reste dans les pratiques ordinaires et de possibilité de critique dans les moments de catastrophes » (p. 14).

Face à ce remarquable projet, on peut formuler quelques remarques. Une première objection peut découler du fait qu'ancrer les catastrophes dans des processus sociaux, en amont et en aval, dilue ce moment spécifique de l'urgence et de la gestion de crise, au point que l'on peut parfois se demander où est la catastrophe et si son omniprésence dans notre monde contemporain n'aurait pas pu être plus analysée en tant que telle. Ce point en soulève d'autres. Comme le souligne N. Dodier dans sa postface, *Le gouvernement des catastrophes* s'inscrit dans un ensemble de transformations majeures et globales depuis les années 1980 : intensification « de la perspective de catastrophes technologiques majeures » et transformation de la distribution des pouvoirs en matière de sécurité à partir des années 2000 sous l'effet, d'une part, de l'extension de la participation, et, d'autre part, du renforcement des pouvoirs de l'État face à des menaces nouvelles transnationales. Ces deux aspects sont insuffisamment discutés dans l'ouvrage, qui paradoxalement en dit peu sur les processus qui ont fait des catastrophes un objet de gouvernement contemporain, et sur leurs origines. Ces transformations sont perceptibles dans la première partie de l'ouvrage qui permet assez bien de saisir le passage de logiques étatistes démiurges (s'exprimant dans une volonté de contrôle de la nature et de ses aléas) à des logiques globalisées de prévention des risques, ainsi que le révèle la juxtaposition des deux chapitres sur l'URSS et la gestion mondiale des pandémies grippales. Si le propos de l'ouvrage n'est pas d'offrir une généalogie de ces outils de gestion, mais plutôt de les mettre à l'épreuve, quelques éclairages auraient toutefois été bienvenus, que ce soit au niveau des politiques des États ou à l'échelle internationale (que l'on sait par ailleurs étudiée par les coordonnateurs de l'ouvrage). Des analyses des outils de gestion en tant que tels (et non de leur seule mise en œuvre) auraient pu apporter des éléments complémentaires sur l'origine et le sens des politiques de « réduction des risques et des vulnérabilités », de la « résilience des communautés », de la « gestion des risques de catastrophe » appliquées aussi bien au Sri Lanka après le tsunami qu'à Santa Fe ou en Avignon. Au-delà de ces éléments de contexte, un politiste ne manquera pas de constater que la notion même de gouvernement demeure peu discutée, et on peut se demander dans quelle mesure cela n'est pas dû au fait que l'entrée retenue par les auteurs (à l'exception de J. Langumier et de L. Centemeri), celle des dispositifs, pénètre

insuffisamment dans l'épaisseur des institutions. La question de savoir qui gouverne et celle des liens avec les transformations de l'État et des formes de gouvernance contemporaine auraient mérité d'être plus discutées – ce qui n'enlève rien au demeurant à la qualité de l'ouvrage qu'on ne saurait trop recommander aux lecteurs de *NSS*.

Lydie Cabane

(Institut francilien recherche innovation société [Ifris],

Cermes 3, Villejuif, France)

cabane@vjf.cnrs.fr